

L'Exil, toujours recommencé

Didier Fassin,
Anne-Claire Defossez
Seuil, janvier 2024
448 pages, 24 €

C'est le résultat de cinq ans d'enquête, d'observation à partir de situations singulières rencontrées qui nous est livré dans ce livre remarquable.

A partir d'un matériau très riche et fort bien documenté qui permet de passer « du particulier au général », « du local au global », les logiques en œuvre (politiques, militantes comme celles des personnes exilées) permettent de comprendre autrement les questions migratoires avec une vision nouvelle à la fois théorique⁽¹⁾ et pratique, spatiale et temporelle, qui va du point de départ de la personne exilée à son arrivée à cette frontière franco-italienne si singulière qu'est le Briançonnais, perchée dans les Hautes-Alpes.

Tout est passé au crible : témoignages des personnes exilées et de leurs soutiens, « traitement » infligé à ces hommes, femmes et enfants, y compris avec leur nombre de morts⁽²⁾, moyens de plus en plus sécuritaires, voire militaires, développés par les Etats. Ce sont des problématiques auxquelles se heurtent acteurs et actrices de solidarité locale mais aussi forces de l'ordre avec des formes d'empathie qui peuvent exister tant chez les uns que chez les autres ; et, bien sûr, violences, y compris psychologiques, exercées sur toutes et tous. Le caractère « illusoire » de la répression est mis en avant comme les différentes formes de solidarité ou les tensions pouvant exister, y compris entre « solidaires ». Finalement, les auteurs ne cachent pas l'admiration ressentie face à la persévérance des personnes qui cherchent à passer les frontières. Un chapitre très intéressant, « L'exercice de la force publique », décrit comment la politique du chiffre a transformé l'action des



forces de l'ordre en mettant en place une logique de compétition entre services. A de rares exceptions près, peu importe les violences, le mépris de la loi (refoulements), les contradictions... Seuls les résultats chiffrés comptent, même s'ils sont incohérents avec les réalités⁽³⁾.

Chaque chapitre s'ouvre par les citations de deux auteurs, l'un du monde occidental et l'autre des pays d'où viennent les personnes exilées, et, au fil des pages, la frontière nous raconte l'Histoire, celle des nations, celle des peuples et celle de notre temps et de ses désordres. Elle dit ce qu'est, ce que devient notre société.

(1) Géographique, ethnologique et sociologique, notamment.

(2) Un chapitre, « La mort en ce vallon », est consacré à ce sujet tout au long des routes migratoires.

(3) Et peu importe si une personne traversant la frontière est comptabilisée autant de fois qu'elle fait une tentative de passage.

Marie-Christine Vergiat,
membre du comité
national de la LDH



Pour une politique écoféministe

Ariel Salleh. Traduit de l'anglais
par Judy Robert
Editions Wildproject, mai 2024
372 pages, 25 €

Vingt ans après, cette nouvelle édition d'un livre fondateur de l'écoféminisme n'a rien perdu de sa brillance et perspicacité. Ariel Salleh, chercheuse et militante qui a participé à la fondation de l'Université mondiale de la durabilité, activiste antinucléaire et féministe, s'inspire des groupes, communautés de femmes qu'elle a rencontrées, notamment en Asie-Pacifique, pour penser une économie de la sobriété et un modèle social égalitaire et non genré – que ces femmes pratiquent déjà – dans des contextes souvent difficiles, les exposant à la violence.

L'autrice montre comment, depuis quelques décennies, les travailleurs et travailleuses qui prennent soin de la société, des autres, de la biodiversité, du climat, sont à l'origine d'une révolution éco-sociale-féministe qui fait la synthèse de nombreuses luttes mais aussi en transforme le sens. Car la charge critique de l'écoféminisme, c'est qu'il montre non seulement le caractère patriarcal du capitalisme et ses fondements binaires, mais également comment il est à l'œuvre, aussi, dans la pensée marxiste orthodoxe.

Parmi les apports majeurs, la critique d'une science qui assujettit la nature puis d'autres peuples en piétinant tant les savoirs des femmes que ceux des peuples autochtones articule celle du patriarcat à celle du capitalisme productiviste et du colonialisme. A condition de ne pas oublier que le capitalisme dépend étroitement de l'appropriation massive du travail gratuit des femmes (deux tiers du travail accompli à l'échelle planétaire pour seulement 10 % de la rémunération globale du travail), cette critique ouvre la perspective d'un véritable dépassement, sans hiérarchisation des luttes, qui sont toutes solidaires. Le féminisme lui-même, lorsqu'il limite ses revendications à l'égalité de genre au sein d'une économie concurrentielle et productiviste, sans remettre en cause le système, les relations, le langage, perd de sa charge subversive.

Car pour les écoféministes, dès l'origine, ce que prône le féminisme, c'est, sans essentialiser le genre, de refonder sur l'expérience des femmes un autre modèle de vie économique et sociale où hommes et femmes partagent tout, leurs attributs et leurs rôles, le soin et la responsabilité du monde.

Fabienne Messica,
membre du comité
national de la LDH